

Règles de Déontologie de l'expert judiciaire

Texte publié en janvier 2000 par la Fédération Nationale des Compagnies d'Experts inscrits près les Cours d'Appel et les Juridictions Administratives, 10, rue du Débarcadere - 75852 PARIS Cédex 17

Serment prêté par l'expert en séance solennelle de la Cour d'Appel

<p>Je jure :</p> <p>d'apporter mon concours à la justice d'accomplir ma mission, de faire mon rapport, de donner mon avis en mon honneur et en ma conscience.</p>
---

## Préface de la 4e édition

Chaque époque de grande mutation voit s'estomper les repères traditionnels, civiques, intellectuels, spirituels. Les États, les familles, les religions sont les systèmes à lente adaptation dans la mesure où ils ne relèvent pas seulement des lois mais des mentalités des individus et des groupes auxquels ils s'identifient. Nous voyons bien, aujourd'hui, les plus hautes juridictions nationales, européennes, internationales renforcer leur jurisprudence notamment sur l'exigence de neutralité, d'indépendance et plus largement d'éthique...

Dans cette période de flou, il n'est pas inutile de chercher à retrouver les règles du bon sens fut-il rabelaisien. Hommes de précisions et de rigueur technique, les experts judiciaires doivent garder en mémoire la formule de Pantagruel, en 1532 «Science sans conscience n'est que ruine de l'âme».

C'est pourquoi il a pu paraître bon de se pencher à nouveau sur les règles de déontologie, rédigées voici plus de vingt ans et qui avaient quelque peu vieilli, malgré plusieurs toilettages.

Cette dernière édition a le mérite de donner des réponses adaptées à un certain nombre de questions que les experts judiciaires peuvent se poser dans l'exercice de leurs fonctions ou dans le cadre plus général de leur pratique professionnelle mise au service des justiciables ; elle définit aussi quel doit être le comportement de l'expert judiciaire et ses devoirs envers les acteurs du procès ; certaines de ces règles relèvent du simple bon sens, d'autres découlent des textes qui régissent l'expertise judiciaire, ou de la jurisprudence.

En cela, elles ont suscité un large consensus, mais elles ne constituent que l'engagement minimum attendu d'un expert judiciaire.

C'est par leur respect scrupuleux que les experts seront véritablement reconnus comme des auxiliaires de justice soucieux d'apporter, en toute indépendance, impartialité et objectivité, leurs compétences techniques au service de la justice.

J'espère que ce nouveau fascicule sera aussi largement diffusé que ceux des précédentes éditions. Il est évident qu'il devra être lu et surtout mis en pratique par chacun des experts membre d'une Compagnie adhérente à la FNCEJ.

Paris, Janvier 2000

Georges SAGNOL

## **Introduction aux règles De déontologie**

La première édition des règles de déontologie de l'expert a été publiée à l'initiative des Présidents THOUVENOT et SAGE en juillet 1978. C'était la première fois que l'attention des experts était attirée dans un texte sur la nécessité d'adopter une déontologie rigoureuse.

L'orientation était à juste titre essentiellement donnée à l'expert de respecter l'application des textes qui régissaient l'expertise.

D'autres éditions ont suivi sans apporter de corrections fondamentales au texte initial.

L'évolution des mentalités, les modifications apportées aux textes et une jurisprudence de plus en plus rigoureuse de la Cour de Justice Européenne sur l'indépendance, notamment des intervenants à l'acte de justice, on rendu nécessaire l'actualisation des éditions précédentes.

De cette nouvelle rédaction des règles de déontologie est plus orientée sur l'adoption de principes de base que sur la rappel des textes dont la teneur figure dans plusieurs publication de la Fédération.

S'il faut rappeler que "ce technicien commis doit accomplir sa mission avec conscience, objectivité et impartialité" (art. 237 du NCPC), il convient néanmoins de préciser que le fondement d'une déontologie réside dans le respect d'une éthique rigoureuse plus que dans l'application des textes.

L'adhésion à une Compagnie membre de la Fédération implique impérativement pour l'adhérent l'engagement de respecter les règles de déontologie.

En fait le technicien est choisi par un magistrat pour lui apporter son seul concours technique. L'expert désigné doit donc rester dans le cadre strict de la mission qui lui est confiée et ne pas empiéter (même indirectement ou inconsciemment) sur les prérogatives du juge mais faire en sorte que l'avis technique indiscutable soit exprimé sous sa seule responsabilité, en son honneur et sa conscience.

L'expert est face à lui-même et doit se garder de favoriser l'argumentation de l'une ou l'autre partie au procès, directement ou indirectement.

S'il ne doit rien faire qui s'oppose au rapprochement entre les parties il n'a pas à proposer de solution de compromis pour mettre fin au litige.

L'une des difficultés de présentation des règles de déontologie dans leur nouvelle version a été de clarifier les relations de l'expert désigné judiciairement avec des organismes véritables donneurs d'ordre, particulièrement en ce qui concerne les missions confiées aux experts par des compagnies d'assurances ou des groupes d'influence. La rédaction actuelle de l'article V-33 peut donner autant d'insatisfaction aux tenants d'une rigueur absolue qu'aux tenants d'une certaine souplesse. Les circonstances locales ou professionnelles font que des techniciens inscrits sur les listes de Cours d'appel sont également appelés de façon plus ou moins fréquente, voire permanente, par de tels organismes sans pour autant qu'un lien de dépendance puisse être invoqué.

La base fondamentale de la règle est que l'expert ne doit jamais se trouver en lien de subordination ou d'influence prépondérante qui lui ôterait inévitablement toute impartialité.

De la même manière, l'expert inscrit sur une liste de Cour d'Appel qui est appelé à conseiller une partie avant tout procès, ou même en cours de procédure, ne peut s'affranchir de la déontologie qu'il s'engage à respecter en qualité d'expert judiciairement désigné.

Le respect d'une déontologie ne pourra que contribuer à renforcer le modèle français de l'expertise judiciaire. Elle ne pourra que s'appliquer à toutes les interventions d'un expert dans la résolution des litiges.

La rédaction actuelle ne résout pas toutes les questions, et de nouvelles adaptations des règles de déontologie seront nécessaires en fonction de l'évolution de l'expertise dans le cadre communautaire, européen voire mondial.

# RÈGLES DE DÉONTOLOGIE DE L'EXPERT JUDICIAIRE

## PRÉAMBULE

L'adhésion à une compagnie membre de la Fédération Nationale des Compagnies d'Experts Judiciaires implique l'engagement de respecter les règles de déontologie ci-après.

Les compagnies membres de la Fédération peuvent, en fonction des disciplines exercées, si elles l'estiment nécessaire, adopter des dispositions plus strictes que celles énoncées ci-après.

### I -DEVOIRS DE L'EXPERT ENVERS LUI-MÊME

I -1) L'expert adhérent à une Compagnie membre de la Fédération est une personne expérimentée dans un art, une science, une technique ou un métier, inscrite sur une des listes prévues par la loi ou les textes réglementaires, à qui le juge confie la mission de lui apporter renseignements et avis techniques nécessaires à la solution d'un litige.

L'expert inscrit sur une liste officielle ou l'expert honoraire participe, pendant l'exécution des missions qui leur sont confiées, au service public de la justice. Il a la qualité d'expert judiciaire.

I -2) L'expert inscrit sur une liste officielle n'exerce pas en cette qualité une profession mais, dans les limites de sa compétence définie, une activité répondant à la mission qu'il a reçue.

L'expert commis et ayant accepté sa mission s'engage à respecter les textes qui régissent l'activité expertale.

I -3) L'expert ne doit en aucun cas concevoir aux lieux et place des parties des travaux ou traitements, les diriger ou en surveiller l'exécution.

Dans les limites des instructions du magistrat mandant, l'expert donne son avis sur les propositions faites par les parties en vue de remédier aux causes du litige.

L'expert peut, en cas d'urgence ou de péril constaté par lui, proposer au juge que le demandeur soit autorisé à faire exécuter, tous droits et moyens des parties réservés, sous la direction de tout technicien qualifié au choix du demandeur, les travaux ou traitements que celui-ci estimera utiles.

Lorsque l'expert constate un danger ou un risque, il doit en rendre compte au magistrat qui l'a commis et aussi, sans avoir à se substituer aux conseils techniques des parties, indiquer à ces dernières les principes des dispositions propres à conjurer le danger constaté.

I -4) L'expert qui a accepté une mission est tenu de la remplir jusqu'à complète exécution.

Lorsqu'il est empêché pour un motif légitime de poursuivre la mission, l'expert doit, dans les meilleurs délais, en informer le juge en précisant le motif de son empêchement.

I -5) L'expert est tenu d'entretenir les connaissances techniques et procédurales nécessaires au bon exercice de son activité expertale.

I -6) L'expert doit remplir sa mission avec impartialité. Il doit procéder avec dignité et correction en faisant abstraction de toute opinion subjective, de ses goûts ou de ses relations avec des tiers.

I -7) L'expert doit conserver une indépendance absolue, ne cédant à aucune pression ou influence, de quelque nature qu'elle soit.

Il doit s'interdire d'accepter toute mission privée de conseil ou d'arbitre, à la demande d'une ou de toutes les parties, qui fasse directement ou indirectement suite à la mission judiciaire qui lui a été confiée, tant que l'affaire n'a pas été définitivement jugée.

I -8) En matière civile lorsque, dans l'accomplissement de sa mission, l'expert se trouve confronté à une question qui échappe à sa compétence :

.soit il recueille l'avis d'un autre technicien compétent dans la spécialité dont il s'agit avec l'accord éventuel des parties,

.soit il sollicite le juge en suggérant la nomination d'un co-expert,

.soit il sollicite du juge la disjonction de la partie de mission qui échappe à sa compétence.

En matière administrative ou pénale lorsque la difficulté relève d'une spécialité distincte de la sienne, l'expert demande au juge la désignation d'une personne qualifiée.

I -9) L'expert rédige un rapport court, clair, précis et complet, et doit joindre en annexe tout ce qui est nécessaire à l'appréciation et à la compréhension de son rapport.

En cas de controverse doctrinale ou technique, l'expert doit en faire état et indiquer la ou les solutions qu'il retient en motivant son avis.

L'expert ne peut plus modifier le rapport déposé. Cependant, il doit signaler, dans les plus brefs délais, les erreurs matérielles commises, dans une note qui reçoit la même diffusion que le rapport lui-même.

I -10) L'expert remplit sa mission dans le minimum de temps compatible avec la nature de l'affaire et dans le respect du délai fixé. En cas d'impossibilité, il en réfère au juge et sollicite un délai complémentaire.

I -11) L'expert dans le cadre de sa mission procède lui-même aux opérations d'expertise. Il ne peut pas se faire remplacer par un tiers.

Toutefois, pour certaines opérations matérielles, il peut se faire assister par des collaborateurs qui doivent opérer en sa présence et sous son contrôle, sauf nécessité technique et accord préalable des parties.

Dans ce cas leur fonction doit être mentionnée au rapport avec leur identité.

I -12) Dans les limites de la mission et sauf obligation plus stricte découlant de la déontologie propre à sa profession, l'expert n'est lié à l'égard du juge qui l'a commis par aucun secret professionnel.

Le secret expertal doit être respecté par les collaborateurs de l'expert, les assistants fussent-ils occasionnels et toute personne qu'il est amené à consulter, à charge pour lui de les en informer préalablement.

I -13) L'expert s'interdit toute publicité en relation avec sa qualité d'expert judiciaire. Il peut porter sur son papier à lettre et ses cartes de visite la mention de son inscription sur une liste dans les termes prévus par l'article 3 de la loi du 29 juin 1971.

S'il appartient à une Compagnie membre de la Fédération, il peut le mentionner.

## **II - DEVOIRS DE L'EXPERT ENVERS LES MAGISTRATS ET LES AUXILIAIRES DE JUSTICE**

II -14) L'expert observe une attitude déférente envers les magistrats et courtoise à l'égard des auxiliaires de justice.

II -15) Il conserve toujours son entière indépendance et donne son opinion en toute conscience, sans se préoccuper des appréciations qui pourraient s'en suivre.

II -16) L'avis technique formulé par l'expert ne liant pas le juge le rapport peut être librement discuté et critiqué. Si l'expert est sollicité par le juge pour exposer son point de vue, il le fait en toute indépendance et s'il s'avère du débat que son avis est erroné partiellement ou en totalité, il en convient et fournit, au besoin, les éléments de fait ou d'interprétation qui en ont été la cause.

II -17) La nomination de l'expert appartenant souverainement au juge, l'expert doit s'abstenir de toute démarche ou proposition en vue d'obtenir des missions.

### **III - DEVOIRS DE L'EXPERT ENVERS LES PARTIES**

III -18) L'expert adopte une attitude correcte et courtoise à l'égard des parties.

III -19) L'expert doit se récuser s'il est nommé dans une affaire où l'une des parties l'a déjà consulté, et dans tous les cas où il estime que son impartialité peut être contestée, directement ou indirectement.

III -20) Lorsqu'une partie demande au juge, en lui fournissant toutes justifications probantes, la récusation de l'expert, celui-ci ne manifeste aucun ressentiment à l'égard de la partie qui a demandé sa récusation et s'en remet au juge.

III -21) L'expert rappelle aux parties dès le début de ses opérations le libellé de sa mission. Il procède en utilisant un langage intelligible et adapté à ses interlocuteurs. Il expose, dans la mesure du possible, le déroulement prévisible de ses opérations.

III -22) Sauf urgence, les parties doivent être convoquées suffisamment à temps pour leur permettre de préparer la réunion.

Si l'une des parties demande un renvoi, l'expert apprécie souverainement le motif invoqué et, en tant que de besoin, fixe aussitôt une autre date.

III -23) Lorsque l'expert croit devoir procéder hors la présence des parties à certaines constatations, il peut le faire mais il se doit de les en informer préalablement, de leur rendre compte aussitôt après en leur faisant part des constatations faites, et enfin de le mentionner dans son rapport.

III -24) Si une personne consultée se refuse à fournir un document ou une information, l'expert doit en rendre compte au juge si ce fait est de nature à faire obstacle à la poursuite de la mission.

III -25) Sauf à tenir compte des dispositions particulières propres à certaines juridictions, ou dans les cas où le secret s'impose, l'expert respecte le principe du contradictoire.

III -26) Si l'expert croit devoir déférer à des demandes des parties tendant à opérer une constatation ou une vérification particulière, il le fait sous la double condition que ces demandes se rattachent à la mission qu'il a reçue et qu'elles présentent une certaine utilité. Si l'expert croit ne pas devoir y donner suite et que la demande est réitérée par voie d'observations écrites, il s'en explique dans son rapport.

III -27) Lorsqu'il est nommé en matière civile, l'expert ne doit rien faire qui soit de nature à contrarier le désir des parties de se concilier, sans retarder pour autant le cours de ses opérations. Le cas échéant, et après avoir vérifié que l'accord des parties couvre l'intégralité de sa mission, il en rend compte au juge.

111 -28) Après le dépôt de son rapport, l'expert restitue les documents authentifiés par un cachet qui lui ont été confiés selon bordereau des parties. Il peut exiger un récépissé de cette restitution.

III -29) L'expert commis ne peut recevoir aucune somme ni avantage, sous quelque forme que ce soit, qui ne soient précisés dans une décision préalablement rendue ou prévue dans les textes.

### **IV -DEVOIRS DE L'EXPERT ENVERS SES CONFRÈRES**

IV -30) Lorsque plusieurs experts sont nommés en collège dans la même affaire, ils doivent opérer conjointement sauf si la commission d'expert en a décidé autrement.

L'usage, à défaut de précisions dans les textes ou la décision, est que le premier nommé ou le plus âgé prenne la direction des opérations, à moins que l'un d'entre eux ne soit plus particulièrement qualifié pour se prononcer sur la question qui fait l'objet principal du litige.

Le rapport d'expertise est l'œuvre commune, mais lorsqu'un expert croit ne pas devoir se ranger à l'avis des autres, il formule son propre avis dans le rapport.

IV -31) Dans le cas où un différend surviendrait entre deux ou plusieurs experts membres d'une même Compagnie affiliée à la Fédération, ceux-ci doivent le soumettre au Président de la Compagnie concernée qui s'efforcera de les concilier et dont ils suivront les conseils et avis.

Si le conflit survient entre membres de Compagnies différentes affiliées à la Fédération, il sera soumis aux Présidents des Compagnies concernées qui en référeront en tant que de besoin au Président de la Fédération.

IV -32) L'expert adhérant à une Compagnie membre de la Fédération s'engage à apporter, à la demande du Président de la Compagnie dont il dépend et dans les conditions définies par celui-ci, toute assistance à l'un de ses confrères momentanément empêché ou aux ayants droits de celui-ci sans chercher à en tirer un profit personnel.

## **V -CONSULTATIONS PRIVÉES D'EXPERTS INSCRITS SUR LES LISTES**

V -33) L'expert adhérant à une Compagnie membre de la Fédération s'interdit d'accepter, sauf à titre tout à fait exceptionnel et hors toute notion de dépendance et de permanence, des missions de quelque nature que ce soit des organismes d'assurances agissant en tant qu'assureur.

En outre il s'engage à respecter des dispositions plus strictes de la Compagnie dont il est membre ou des juridictions dont il dépend.

V -34) Les experts inscrits sur les listes officielles des juridictions peuvent être appelés en consultation à titre privé dans les circonstances suivantes :

- .avant le début d'un procès,
- .après le début d'un procès et avant la désignation par un magistrat,
- .pendant l'expertise judiciaire,
- .après le dépôt du rapport de l'expert judiciairement nommé.

L'expert consulté se fera préciser par écrit l'état procédural de l'affaire au moment de la consultation.

V -35) Si aucun procès n'a été engagé ou avant toute désignation d'expert, il est recommandé à l'expert consulté de bien préciser que son avis se rapporte à l'état des choses qu'il a été amené à connaître à la date où il le donne. Cet avis doit être donné en toute indépendance et en toute impartialité.

En toute circonstance, l'expert consulté à titre privé ne peut ensuite accepter une mission judiciaire d'expertise concernant la même affaire.

V -36) S'il s'agit d'assister une partie alors qu'un expert a déjà été chargé d'une mission par un juge et n'a pas encore terminé de la remplir, il ne peut qu'exceptionnellement accepter de donner une Consultation privée de cette nature. Dans ce cas la consultation sera diligentée avec la volonté de répondre objectivement et dans un esprit de loyauté et de confraternité à l'égard du ou des confrères désignés par un magistrat.

L'expert consulté à titre privé doit appliquer les présentes règles de déontologie.

Le consultant privé ne peut, en l'absence de la partie ou de son avocat qui l'a consulté, assister aux opérations de l'expert régulièrement désigné que s'il lui a, au préalable, présenté un pouvoir régulier de la partie qui s'est adressée à lui.

Les observations du consultant privé peuvent être utilisées dans les observations écrites de la partie consultante.

V-37) Si l'expert judiciairement commis a déjà déposé son rapport, le consultant privé qui remet à la partie qui l'a consulté une note ou des observations écrites sur les travaux de son confrère, doit le lire dans une forme courtoise, à l'exclusion de toute critique blessante et inutile.

Il se fait confirmer par écrit par celui qui le consulte, que les documents dont il dispose avaient été au préalable produits à l'expertise judiciaire; si cependant il doit utiliser des documents nouveaux le consultant privé pourra en faire état, mais il devra faire mention de ce fait.

Les consultations privées faites dans les conditions définies ci-dessus ne doivent jamais avoir qu'un caractère exceptionnel. Il est en tout cas impératif qu'elles ne soient ni recherchées, ni sollicitées.

## VI -SANCTIONS

VI-38) Tout manquement aux règles de déontologie sera sanctionné par les Compagnies membres de la Fédération suivant leurs dispositions statutaires, sauf recours à la Fédération dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur.

La Fédération Nationale des Compagnies d'Experts voit avec beaucoup d'intérêt l'établissement de règles de Déontologie dans de nombreux domaines des activités professionnelles. La réflexion autour d'un libre consentement tend à fonder les comportements de chacun sur des bases éthiques, vieilles comme le Monde, apparemment moins contraignantes que la réglementation mais pas moins rigoureuses.

Dans chacune de nos compagnies, cette réflexion ne date pas d'aujourd'hui. Pour prendre la mesure de ce constant souci et des efforts communs des experts, pour souligner leur vigilance de rigueur morale, il suffit de relire, ci-dessous, l'introduction rédigée voici un quart de siècle par notre Président d'Honneur, Stéphane THOUVENOT: déjà apparaissait la notion si moderne qu'il n'est pas de plus grand mérite que celui de choisir dans un acte personnel volontaire et libre, sa règle de conduite.

### Préface de la 1<sup>ère</sup> édition

(Juillet 1978)

Par Stéphane THOUVENOT  
Président d'Honneur de la Fédération )

Vous êtes membre d'une Compagnie adhérent à la Fédération Nationale.

Vous avez donc dû justifier que vous aviez droit à l'un des titres protégés par la loi du 29 juin 1971 ou que vous étiez inscrit, quand il en existe, sur une liste établie par un Tribunal Administratif.

Il en résulte que vous pouvez être chargé de temps à autre de missions ordonnées par des magistrats relevant de juridictions qui peuvent être de l'ordre judiciaire ou administratif.

Il importe que vous connaissiez quelles sont alors vos obligations et quels sont vos devoirs.

C'est pour vous éclairer sur ce que vous avez à faire que le présent recueil est publié.

Vous y trouverez d'abord les textes généraux applicables aux experts judiciaires (loi du 29 juin 1971 et décret du 31 décembre 1974) et ceux auxquels vous aurez en toute circonstance à vous conformer toutes les fois :

- que vous aurez été nommé par un juge en matière civile à raison d'une mesure d'instruction qu'il aura prescrit d'exécuter { articles 232 et suivants du nouveau Code de Procédure Civile),
- ou qu'une expertise aura été ordonnée en matière pénale par une juridiction d'instruction ou de jugement {art. 186 et suivants du Code de Procédure Pénale),
- on qu'un Tribunal Administratif ait ordonné avant dire droit qu'il soit procédé à une expertise {article R. 117 et suivants du Code des Tribunaux Administratifs).

Vous y trouverez aussi l'ensemble des règles de déontologie adoptées par la Fédération Nationale et que vous avez accepté de respecter en adhérant volontairement à une association membre de la Fédération.

Ces règles, avant d'être aujourd'hui publiées, ont été soumises à la considération de la Chancellerie et du Secrétariat Général du Conseil d'État.

Vous devez avoir constamment à l'esprit les principes essentiels suivants :

- au cours de l'exécution d'une mission qui vous a été confiée, vous êtes au service de la Justice et vous avez à ne pas dévier du rôle qui est le vôtre. Vous avez à remplir votre mission,

toute cette mission et rien que cette mission, et vous avez à le faire en coopération étroite avec le juge qui vous en a chargé,  
-s'il advenait que la mission ordonnée vous conduise à jouer un rôle qui excède celui que prévoient les textes énumérés ci-dessus, par exemple en intervenant directement dans l'exécution de travaux qui sont à faire par l'une ou l'autre des parties en cause, il serait de votre intérêt avant d'accepter définitivement cette mission, de mesurer les responsabilités exceptionnelles qui en résulteraient pour vous et d'alerter le juge qui a fait appel à votre concours,  
-en toute circonstance, vous devez faire prévaloir les obligations contenues dans les lois ou règlements en vigueur auxquels vous avez à vous conformer.

Les règles de déontologie de la Fédération doivent être comprises dans le respect de cette prééminence.

Il ne peut y avoir de doute à cet égard.

C'est ainsi que si vous avez accepté la mission qui vous a été confiée, vous ne pouvez vous soustraire à l'obligation qui en résulte pour vous de l'exécuter. Dès lors, si comme vous le recommande l'article 22 des règles de déontologie, vous vous assurez en commençant vos travaux que la partie qui a reçu ordre de consigner a ou non exécuté cette formalité, c'est seulement pour vous permettre d'éclairer le juge sur ce point et de permettre la mise en application de l'article 271 du nouveau Code de Procédure Civile.

De même enfin, si vous avez été nommé en matière civile pour une mission qui n'a pas le caractère d'une mission d'instruction (par exemple à l'occasion d'un procès entre partenaires sociaux) et si vous avez décidé d'accepter cette mission, vous avez à vous conformer aux termes dans lesquels elle a été énoncée, mais si la mesure a le caractère habituel d'une mesure d'instruction, il n'est jamais en votre pouvoir de concilier les parties et l'article 56 ne peut en rien avoir pour effet de déroger à cette interdiction.

Je vous prie d'agréer, mes chers Collègues, l'expression de mes sentiments bien dévoués.